

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/48751]

**20 DECEMBER 2023. — Decreet houdende aanpassing van de ontvangstenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2023 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Enig artikel.** De middelen bedoeld in de ontvangstenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2023 worden aangepast volgens de tabel in bijlage bij dit decreet (in duizenden euro) en als volgt samengevat:

- Lopende ontvangsten (Titel I): 13.002.845.000 euro.

- Kapitaalontvangsten (Titel II): 149.000 euro.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 december 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen,  
en het toezicht op “Wallonie-Bruxelles Enseignement”,

Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening  
aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,

F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—  
Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 616-1. Bijzondere toelichting, nr. 616-1 (bijlage 1).  
Commissieverslag nr.616-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 616-3.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 20 december 2023

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/48750]

**20 DECEMBRE 2023. — Décret contenant le budget des recettes de la communauté française pour l'année budgétaire 2024**

Le Parlement a adopté, et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'année budgétaire 2024, les recettes de la Communauté française sont évaluées (en milliers €) conformément au tableau annexé au présent décret et résumés comme suit :

- Recettes courantes (Titre I) : 13.213.097.000 euros.

- Recettes en capital (Titre II) : 103.000 euros.

**Art. 2.** Le Gouvernement est autorisé à constater tout droit et à percevoir toute recette revenant à la Communauté.

**Art. 3.** Le Ministre ayant dans ses attributions le Budget et les Finances est autorisé à souscrire les emprunts et à conclure toute opération de gestion financière et de trésorerie réalisée dans l'intérêt général du Trésor dans le respect des procédures arrêtées par le Gouvernement de la Communauté.

**Art. 4.** Le Ministre ayant dans ses attributions le Budget et les Finances est autorisé, moyennant information du Parlement, du Gouvernement et de la Cour des comptes, à imputer une recette de l'exercice au budget d'une année antérieure dès lors que cette recette procédait de l'équilibre budgétaire de l'année concernée.

**Art. 5.** La constatation des droits est opérée par les ordonnateurs désignés par le Gouvernement ; le recouvrement et la perception sont opérés par les receveurs-trésoriers désignés par arrêté du Ministre du Budget ou par son délégué.

**Art. 6.** Les soldes des créances engagées demeurant à percevoir sont reportés de la structure du budget 2023 vers les A.B. de la structure du budget 2024 selon le tableau de transcodification présenté ci-dessous :

Table de transcodification							
structure 2023				structure 2024			
Titre	Subd.	Art.	Libellé	Titre	Subd.	Art.	Libellé
I	I	49.37.00	Financement des dispositifs d'aide à l'emploi par la Région Wallonne	I	I	49.50.00	financement des dispositifs d'aide à l'emploi par la Région Wallonne dans le secteur de l'enseignement
I	I	49.37.00	Financement des dispositifs d'aide à l'emploi par la Région Wallonne	I	I	49.51.00	financement des dispositifs d'aide à l'emploi par la Région Wallonne pour le personnel administratif
I	I	49.39.00	Financement des dispositifs d'aide à l'emploi par la Région de Bruxelles-Capitale	I	I	49.52.00	financement des dispositifs d'aide à l'emploi par la Région de Bruxelles-Capitale dans le secteur de l'enseignement
I	I	49.39.00	Financement des dispositifs d'aide à l'emploi par la Région de Bruxelles-Capitale	I	I	49.53.00	financement des dispositifs d'aide à l'emploi par la Région de Bruxelles-Capitale pour le personnel administratif
I	I	49.39.00	Financement des dispositifs d'aide à l'emploi par la Région de Bruxelles-Capitale	I	I	49.54.00	financement des dispositifs d'aide à l'emploi par la Région de Bruxelles-Capitale dans le secteur culturel
I	I	49.36.00	Remboursements par les P.O. de leur quote-part dans le financement des aides à l'emploi	I	I	49.55.00	Remboursements par les P.O. de leur quote-part dans le financement des aides à l'emploi

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Bruxelles, le 20 décembre 2023.

Le Ministre-Président en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de promotion sociale,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur WBE,  
Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse,  
des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,  
Fr. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,  
C. DESIR

## BUDGET DES RECETTES DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 2024

*En milliers d'euros*

Article	Cé	Libellé	Evaluation 2023	Evaluation 2024
<b>TITRE I - RECETTES COURANTES</b>				
<b>SUBDIVISION I - SUBDIVISIONS GÉNÉRALES</b>				
06.04.00	1612 1620 3840 3910	Recettes diverses, droits d'inscription, produit de la vente de périodiques, subsides d'institutions internationales pour des actions communautaires	381	530
11.03.00	1111 4314 4324 4410 4511	Remboursement de rémunérations d'enseignants mis à la disposition d'ASBL	20.132	22.145
11.04.00	1111 4314 4324 4410 4511	Déduction du précompte professionnel relatif aux bascules négatives de l'enseignement	2.000	2.000
11.10.00	1111 4314 4324 4410 4511	Remboursement des salaires, traitements, subventions-traitements, allocations accessoires du personnel de l'enseignement	14.136	14.400
11.11.00	1111	Remboursement des salaires, traitements, subventions-traitements, allocations accessoires du personnel des services de la Communauté, hors enseignement, ou de l'Etat	4.649	2.403
11.41.00	1140	Quote-part à charge des membres du personnel du Ministère de la Communauté française dans les titres-repas	1.481	1.481
16.02.00	1211	Remboursement de sommes indûment versées	-	-
16.03.00	1612	Droit d'inscription à l'enseignement à distance	102	98
16.04.00	1612	Droits d'inscription dans les établissements d'enseignement artistique à horaire réduit subventionnés ou organisés par la Communauté française	5.222	5.543
16.05.00	1612	Droits d'inscription à l'enseignement de promotion sociale	99	110
16.07.00	1611	Produit de la redevance afférente à l'occupation des bâtiments de la Communauté par le Centre hospitalier universitaire de Liège	8.924	8.924
16.10.00	1111 4314 4324 4410 4511	Recouvrement auprès de tiers responsables dans le cadre d'un accident de travail survenu à un membre du personnel	1.140	1.308
16.11.00	3300 4150 4316 4326 4340 4430 4511	Récupération des subventions non utilisées de l'enseignement	389	2.126
16.12.00	1612	Minerval versé pour les étudiants étrangers non européens	130	135

Article	Cé	Libellé	Evaluation 2023	Evaluation 2024
16.13.00	3300 4150 4316 4326 4340 4430 4511	Récupération indus des subventions pour discrimination positive	328	-
16.14.00	1111 4314 4324 4410 4511	Récupération des traitements versés aux membres du personnel victime d'un accident hors service avec tiers responsable et ayant subrogé la FWB dans leurs droits et actions contre le tiers responsable de l'accident, durant les périodes d'incapacité liées à cet accident	265	265
16.15.00	1612	Autres recettes diverses (inscription à un jury, jury divers, duplicata diplômes, ...)	435	469
16.16.00	3810 3840 4640	Amendes infligées par le CSA aux opérateurs médias	-	-
16.17.00	3300 4340	Remboursements par les opérateurs culturels de montants de subventions non entièrement justifiées	427	347
16.18.00	1612 3300 3431 3840 4925 4934 4935	Recettes diverses en Aide à la jeunesse (subsides indus, subventions facultatives, remboursement mutuelle, repas du personnel, ...)	139	331
16.19.00	3810 3830 3840 3850	Remboursement de dépenses et indemnités de procédures judiciaires	174	190
16.20.00	1612	Recettes exceptionnelles versées sur le compte du Trésorier centralisateur	1.250	12
16.21.00	1612	Droits d'équivalence des diplômes obtenus à l'étranger	3.993	4.189
16.22.00	1612	Droits d'homologation des certificats et diplômes	127	133
16.23.00	1611	Produit de la vente des fréquences analogiques	-	35.000
16.24.00	3300 4340	Récupérations de subventions non entièrement justifiées concernant les maisons de justice	-	334
16.25.00	3300 4150 4316 4326 4340 4430 4511	Récupérations de subventions non entièrement justifiées par les services du Secrétariat général	-	75
16.26.00	3300 4340	Récupérations de subventions non entièrement justifiées dans le domaine sportif	-	200
16.27.00	7710 1611 1612	Recettes de ventes de véhicules	-	26
16.28.00	1611 1612	Loyers divers	-	-
29.01.00	2610 2110	Intérêts de placements et produits de la gestion de la dette	2.300	16.000
39.16.00	3910	Financement RRF versé par l'Union européenne	-	140.000
46.01.00	4940	Partie attribuée du produit de l'impôt des personnes physiques	3.418.605	3.432.130
46.02.00	4940	Partie attribuée du produit de la taxe sur la valeur ajoutée	9.015.591	9.054.141

Article	Cé	Libellé	Evaluation 2023	Evaluation 2024
46.05.00	4940	Intervention de l'Etat dans le financement de l'enseignement universitaire dispensé aux étudiants étrangers	100.371	99.198
46.06.00	4511 4534	Correction définitive dotations RW/COCOF (y compris intérêts)	-	898
46.07.00	1120	Correction définitive cotisation responsabilisation (y compris intérêts)	-	-
46.08.00	4911 4934	Interventions de la Région Wallonne et de la COCOF relatives à l'accueil des élèves dans l'enseignement spécial	260	-
46.10.00	4940	Part de la dotation visée à l'article 47/8 de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989	32.756	32.908
46.11.00	4940	Dotation visée à l'article 47/10 de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989	54.225	53.149
46.12.00	4940	Dotation visée à l'article 47/9 de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989	21.045	21.353
46.13.00	4940	Part de la dotation visée à l'article 47/11 de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989	18.181	18.448
46.15.00	4640	Remboursements en provenance d'OIP	-	37.616
46.16.00	4940	Provision index	-	-
49.32.00	1611 1612 1620	Recettes résultant de l'application des articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale	9.000	8.441
49.33.00	4940	Jardin botanique de MEISE	2.424	2.459
49.35.00	1111	Remboursement des précomptes chercheurs	-	-
49.36.00	4314 4324 4410 4511 4940	Remboursements par les PO de leur quote-part dans le financement des aides à l'emploi	10.000	-
49.37.00	4934	Financement des dispositifs d'aide à l'emploi par la Région wallonne	78.042	-
49.39.00	4935	Financement des dispositifs d'aide à l'emploi par la Région de Bruxelles-Capitale	14.268	-
49.40.00	4940	Intervention de l'Etat fédéral dans les rémunérations	4.108	3.733
49.50.00	4934	Financement des dispositifs d'aide à l'emploi par la Région Wallonne dans le secteur de l'enseignement	-	77.671
49.51.00	4934	Financement des dispositifs d'aide à l'emploi par la Région Wallonne pour le personnel administratif	-	2.472
49.52.00	4935	Financement des dispositifs d'aide à l'emploi par la Région de Bruxelles-Capitale dans le secteur de l'enseignement	-	15.923
49.53.00	4935	Financement des dispositifs d'aide à l'emploi par la Région de Bruxelles-Capitale pour le personnel administratif	-	1.011
49.54.00	4935	Financement des dispositifs d'aide à l'emploi par la Région de Bruxelles-Capitale dans le secteur culturel	-	2.884
49.55.00	4314 4324 4410 4511 4940	Remboursements par les PO de leur quote-part dans le financement des aides à l'emploi	-	12.642
<b>Total SUBDIVISION I - SUBDIVISIONS GÉNÉRALES</b>			<b>12.847.099</b>	<b>13.135.851</b>

## SUBDIVISION II - SUBDIVISIONS PARTICULIÈRES

Article	Cé	Libellé	Evaluation 2023	Evaluation 2024
06.05.26	1612 1620 3810 3850 3910 4620	Recettes diverses, donations, legs, dotation de la Loterie nationale, droits d'inscription, abonnements, redevances, produits d'impôts, de taxes, parrainage commercial dans le domaine sportif (DO 26 PA 11 AB 12.33)	18.200	-
16.08.20	1612 3810 3840 3850	Indemnités pour dégâts occasionnés au matériel fourni en prêt, produit de la vente de matériel déclassé et produit des prêts payants (DO 20 PA 15 AB 12.32)	116	100
16.09.20	1612 1620 3840 4840	Droits d'inscription, taxes, amendes et interventions communales perçus dans les Centres de lecture publique de la CF et de la Bibliothèque publique centrale de la CF - Produits de la vente de biens ou de services (cf D.O. 20 - P.A. 79 - F.B.M. 12.11)	142	142
16.11.25	3810 3132 3300 3690 3840 4640	Contribution de la R.T.B.F. et des radios privées (article 27 du décret du 19 juillet 1991) (DO 25 PA 34 AB 31.01)	1.374	1.396
16.13.20	1612 1620 3840 4840	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le Centre culturel Marcel Hicter et par le Centre de formationsocio-culturelle de Rossignol (DO 20 PA 05 AB 01.01)	850	757
16.14.18	3431 3810 3840 3850	Remboursement de matériel dégradé ou d'aide financière indue à un justiciable (DO 18 PA 11 AB 01.01)	30	20
16.24.25	4940 3300	Recettes LTE (DO 25 PA 11 AB 01.02)	-	-
28.01.40	2610 3850	Intérêts des produits financiers placés des fondations, donations, legs et prix, et remboursement des placements venus à échéance (DO 40 PA 42 AB 01.01)	78	64
30.01.47	3431	Remboursement des allocations d'études (DO 47 PA 10 AB 33.02)	363	408
30.02.17	3300 3840 3850 4925 4934 4935 4940	Récupérations d'allocations familiales, recouvrement de parts contributives et intervention du fédéral dans le domaine de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse (DO 17 PA 14 AB 33.04)	15.072	15.230
38.01.15	4534	Correction des avances aux organismes assureurs (DO 15 PA 12 AB 01.06)	1.000	1.000
38.10.11	3810	Dotations et avances de la Loterie nationale (DO 11 PA 36 AB 01.01)	23.135	23.135
38.50.17	3850	Recettes résultant de l'application du décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption (DO 17 PA 13 AB 01.01)	70	70
39.06.40	3910	Interventions des Fonds européens en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - Enseignement obligatoire de plein exercice, ordinaire et spécialisé, et enseignement en alternance (DO 40 PA 80 FBM 30.02)	25.000	20.782
39.07.40	3910	Interventions des Fonds européens en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - Enseignement de promotion sociale (DO 40 PA 80 AB 30.01)	5.500	5.733

Article	Cé	Libellé	Evaluation 2023	Evaluation 2024
39.12.52	3910 4812 4911 4934 4935 4940	Interventions des Fonds européens, des Fonds sectoriels, subventions régionales, provinciales et fédérales en faveur des programmes d'actions en relation avec l'équipement de l'enseignement technique et professionnel (DO 52 PA 94 AB 01.03)	1.185	832
39.15.55	3910	Interventions des Fonds européens en faveur de programmes d'actions en relation avec l'enseignement supérieur (DO 55 PA 91 AB 01.01)	1.333	3.200
49.26.11	3840 3850 3930 3960 4926	Contributions dues par la Communauté germanophone dans le cadre du protocole d'accord bilatéral entre la Communauté germanophone et la Communauté française en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport (DO 11 PA 20 AB 01.01)	40	40
49.36.52	4934	Intervention de la Région Wallonne en faveur du renforcement et la valorisation de l'enseignement en alternance (DO 52 PA 94 AB 01.06)	4.600	4.337
49.40.18	4940	Fonds budgétaire relatif aux missions définies à l'article 69 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales et pour les missions définies dans le Décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables	-	-
<b>Total SUBDIVISION II - SUBDIVISIONS PARTICULIÈRES</b>			<b>98.088</b>	<b>77.246</b>
<b>Total TITRE I - RECETTES COURANTES</b>			<b>12.945.187</b>	<b>13.213.097</b>

Article	Cé	Libellé	Evaluation 2023	Evaluation 2024
---------	----	---------	-----------------	-----------------

**TITRE II - RECETTES EN CAPITAL**  
SUBDIVISION I - SUBDIVISIONS GÉNÉRALES

76.01.00	7632	Produits de la vente ou de l'octroi de tous autres droits réels sur des immeubles	-	-
76.02.00	7632	Produit de la vente d'autres biens patrimoniaux	-	-
76.03.00	7720	Recettes diverses	-	-
86.01.00	8610	Remboursements de prêts accordés à des éditeurs	31	26
86.02.00	8610	Remboursements de prêts accordés à des libraires	16	9
87.02.00	8720	Remboursements des prêts d'études	16	4
<b>Total SUBDIVISION I - SUBDIVISIONS GÉNÉRALES</b>			<b>63</b>	<b>39</b>

SUBDIVISION II - SUBDIVISIONS PARTICULIÈRES

87.03.17	8710	Remboursements des prêts accordés aux services agréés de l'aide à la jeunesse et des organismes agréés d'adoption (DO 17 PA 14 AB 81.01)	20	64
<b>Total SUBDIVISION II - SUBDIVISIONS PARTICULIÈRES</b>			<b>20</b>	<b>64</b>
<b>Total TITRE II - RECETTES EN CAPITAL</b>			<b>83</b>	<b>103</b>



Article	Cé	Libellé	Evaluation 2023	Evaluation 2024
---------	----	---------	-----------------	-----------------

**TOTAUX GÉNÉRAUX RECETTES***Dont Subdivision I - Subdivisions générales**Dont Subdivision II - Subdivisions particulières***12.945.270**

12.847.162

98.108

**13.213.200**

13.135.890

77.310

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/48750]

**20 DECEMBER 2023. — Decreet houdende de ontvangstenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2024 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Voor het begrotingsjaar 2024 worden de ontvangsten van de Franse Gemeenschap geraamd (in duizenden euro) overeenkomstig de tabel in bijlage bij dit decreet, die als volgt wordt samengevat:

- Lopende ontvangsten (Titel I): 13 213 097 000 euro.
- Kapitaalontvangsten (Titel II): 103.000 euro.

**Art. 2.** De Regering wordt ertoe gemachtigd elk recht vast te stellen en elke ontvangst die aan de Franse Gemeenschap toekomt, te ontvangen.

**Art. 3.** De Minister bevoegd voor de begroting en de financiën, wordt ertoe gemachtigd leningen aan te gaan en elke verrichting inzake financieel beheer en elke thesaurieverrichting in het algemeen belang van de Thesaurie uit te voeren met inachtneming van de procedures besloten door de Regering van de Franse Gemeenschap.

**Art. 4.** De Minister bevoegd voor de begroting en de financiën, wordt ertoe gemachtigd, mits informatie aan het Parlement, de Regering en het Rekenhof, een ontvangst van dit jaar aan te rekenen op de begroting van een vorig jaar, als die ontvangst noodzakelijk was voor het evenwicht van de begroting van het betrokken jaar.

**Art. 5.** De vaststelling van de rechten wordt uitgevoerd door de budgethouders aangewezen door de Regering. De invordering en de inning geschieden door toedoen van de ontvangers-thesauriers die bij besluit van de Minister van Begroting of zijn/haar afgevaardigde aangesteld worden.

**Art. 6.** De saldi van nog te innen vastgelegde vorderingen worden overgedragen van de begrotingsstructuur 2023 naar de BA's. van de begrotingsstructuur 2024 volgens de transcodificatietabel hierna:

Tabel voor transcodering							
structuur 2023				structuur 2024			
Titel	Onderaf.	Art.	Tekst	titel	Onderaf	Art.	Tekst
I	I	49.37.00	Financiering van werkgelegenheidssteunregelingen door het Waals Gewest	I	I	49.50.00	financiering van werkgelegenheidsondersteunende maatregelen door het Waals Gewest in de onderwijssector
I	I	49.37.00	Financiering van werkgelegenheidssteunregelingen door het Waals Gewest	I	I	49.51.00	financiering door het Waals Gewest van regelingen ter ondersteuning van de werkgelegenheid voor administratief personeel
I	I	49.39.00	Financiering van de werkgelegenheidssteun door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest	I	I	49.52.00	de financiering door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van de maatregelen ter ondersteuning van de werkgelegenheid in de onderwijssector
I	I	49.39.00	Financiering van de werkgelegenheidssteun door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest	I	I	49.53.00	financiering door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van steunregelingen voor de tewerkstelling van administratief personeel
I	I	49.39.00	Financiering van de werkgelegenheidssteun door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest	I	I	49.54.00	financiering door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van steunmaatregelen voor werkgelegenheid in de culturele sector
I	I	49.36.00	Terugbetalingen door de I.M. van hun aandeel in de financiering van werkgelegenheidssteun	I	I	49.55.00	Terugbetalingen door de I.M. van hun aandeel in de financiering van werkgelegenheidssteun

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Brussel, 20 december 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen,  
en het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",  
Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,  
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

Nota

(1) Zitting 2023-2024

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 619-1. Bijzondere toelichting, nr. 619-1 (Bijlage 1). – Verslag nr. 619-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 616-3.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 20 december 2023.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/48395]

### 23 NOVEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et petites et moyennes Entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et petites et moyennes Entreprises, l'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par le décret du 30 mai 2013 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ;

Vu le rapport du 4 avril 2023 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 7 avril 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mai 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné en séance le 1<sup>er</sup> juin 2023 ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut wallon de Formation en Alternance et des Indépendants et petites et moyennes Entreprises, donné le 21 juin 2023 ;

Vu le protocole de négociation syndicale n°846 du Comité de secteur XVI, établi le 8 septembre 2023 ;

Vu l'avis 74.518/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 octobre 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'IFAPME et de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

#### TITRE 1<sup>er</sup> — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le code : l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ;

2<sup>o</sup> l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel ;

3<sup>o</sup> l'IFAPME : l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, créé par le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises ;

4<sup>o</sup> le service alternance : le service organisé par l'IFAPME, qui informe, oriente, outille et accompagne les apprenants et les entreprises tout au long du parcours de formation, en ce compris en amont et en aval de celui-ci ;

5<sup>o</sup> le responsable de service alternance : le collaborateur A5/1, premier attaché, chargé des missions prévues à l'alinéa 2 ;

6<sup>o</sup> l'assistant de référent IFAPME : le collaborateur chargé des missions prévues à l'alinéa 3 ;

7<sup>o</sup> le référent IFAPME : le collaborateur chargé des missions prévues à l'alinéa 4 ;

8<sup>o</sup> le conseiller pédagogique : le collaborateur chargé des missions prévues à l'alinéa 5 ;

9<sup>o</sup> l'ancienneté de métier : les services effectifs que le membre du personnel contractuel a accomplis à titre statutaire ou contractuel et sans interruption volontaire dans le métier concerné ;

10<sup>o</sup> la mutation contractuelle interne IFAPME : le passage d'un membre du personnel contractuel d'un métier à un même métier dans une nouvelle affectation géographique au sein de l'IFAPME dans un même niveau.

Le responsable de service alternance est chargé de coordonner et de manager l'ensemble des collaborateurs du ou des services alternance qui relèvent de sa responsabilité et d'organiser et développer l'activité et les ressources de l'équipe concernée afin de garantir un service de qualité en matière d'alternance et l'atteinte des objectifs fixés par l'IFAPME. Il interagit avec les autres services et directions de l'IFAPME et des Centres de formation IFAPME et il veille à optimiser l'articulation entre les missions du service alternance et les missions du Centre de formation IFAPME dans le cadre de la gestion de l'alternance.